

# À L'INTERSECTION DES OPPRESSIONS

FÉMINISMES  
& SANTÉ

COMMENT DÉFENDRE L'ACCÈS DE TOU·TE·S AUX  
DSSR FACE AUX MOUVEMENTS ANTI-DROITS, DANS  
DES CONTEXTES HOSTILES ?

Le 6 mars 2024, Equipop organisait à Cotonou, dans le cadre du symposium “Un espace à nous entre militantisme et recherche : dialoguons sur une approche féministe des DSSR !”, la 8e rencontre du cycle Féminismes et Santé : A l'intersection des oppressions : comment défendre l'accès de tou·te·s aux DSSR face aux mouvements anti-droits, dans des contextes hostiles ?

Retrouvez dans cette fiche les essentiels de la conversation, tirés des échanges de nos panélistes - Khawla Ksiksi, Sadio Ba Gning, Lamyaâ Achary et Emma Onekekou.

**Khawla Ksiksi**, cofondatrice du collectif Voix des femmes tunisiennes noires et du collectif queer féministe Salgatna.

**Sadio Ba Gning**, enseignante-chercheure en sociologie travaillant sur les questions de genre.

**Lamyaâ Achary**, sociologue féministe, chercheur en genre et sexualités, membre du conseil administration African Women's Development Fund.

**Modération par Emma Onekekou**, féministe activiste pour les DSSR, travaille sur l'impact des mouvements anti-droits sur la santé.

Le cycle « Féminismes et santé » consiste en une série de rencontres - en France, à Ouagadougou et à Dakar - avec des invité·e·s de profils et de pays différents, portant des points de vue pluridisciplinaires. A travers ce cycle, il s'agit de mieux s'imprégner des nombreux apports féministes en matière de santé et d'en discuter les implications en termes de pratiques tout comme de politiques et ce dans différentes aires géographiques.



Rencontre  
du cycle





## Les mouvements anti-droits: qui sont-ils?

Quand Equipop parle de mouvements anti-droits, elle fait référence à la levée de bouclier conservatrice, voire aux retours en arrière, constatés ces dernières années en réaction aux différentes avancées concernant les droits humains et les questions de genre en général, aggravés par les dernières crises politiques, économiques, sociales.

Dans ces mouvements, des Etats, des organisations issues de l'extrême droite, des mouvements religieux fondamentalistes et de grandes fortunes conservatrices font alliance. Ils s'attaquent particulièrement aux droits des femmes et des personnes ne répondant pas au modèle hétéronormé et cisgenre. Leur objectif est le contrôle des corps, des sexualités et des moyens de reproduction, le tout dans un continuum de violences sexuelles et institutionnelles.



[Voir le rapport d'Equipop](#)

# De nombreuses barrières à la santé pour tou·te·s

Les mouvements anti-droits impactent l'accès à la santé de tou·te·s, et en particulier des personnes minorisées par les sociétés dans lesquelles elles vivent : les femmes racisées, les femmes précaires, les femmes migrantes, les travailleuses du sexe, celles dont le statut social n'est pas reconnu (femmes veuves, femmes et mères célibataires), les femmes lesbiennes, bies, queer et les personnes trans. Ces mouvements anti-droits ont une forte capacité d'influencer l'opinion publique. Cela s'explique notamment par leurs capacités financières qui leur permettent d'occuper pleinement les espaces médiatiques.

**Cela va se croiser avec plusieurs facteurs qui vont contraindre voire empêcher l'accès aux informations et à des services de santé de qualité pour certaines personnes.**

Les représentations sociales et religieuses liées aux questions de DSSR : selon les contextes, ces questions ne sont pas abordées en prenant l'angle des choix individuels ou des droits des femmes à disposer de leur corps, mais plutôt celui des rôles reproductifs supposés des femmes.

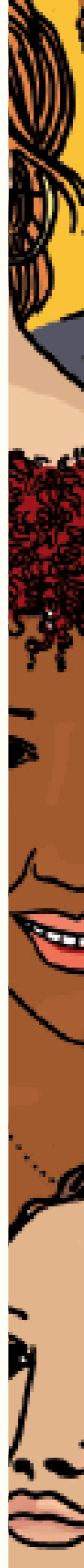
Les identités sociales de genre : Dans les pays où les droits et l'existence même des personnes LGBTQIA+ ne sont pas reconnus, les réponses en matière de DSSR sont pensées pour les personnes cisgenres et hétérosexuelles, ce qui rend difficile l'accès aux soins pour les autres.

*“Au Sénégal, (...) le poids des pouvoirs religieux reste important à tous les niveaux de la vie sociale et politique. Dans ce contexte, l'accès aux droits à la SSR est envisagé dans des cadres très normatifs (...). Parallèlement, il y a une politisation du religieux qui s'est traduite par la création de mouvements de moralisation de l'espace public, qui visent par la censure à réprimer tout comportement qu'ils pensent être contre les normes. (...) Ce contexte, à la fois politique et religieux, conditionne l'accès aux droits en matière de Santé Reproductive.”*

**Sadio Ba Gning**

Le cadre normatif de la régulation sociale : dans les contextes des panélistes, les sociétés présentées sont marquées par une tension entre la loi étatique d'un côté, et l'importance des normes sociales et religieuses de l'autre, notamment avec la montée de mouvements rigoristes islamiques, qui prévalent souvent sur les normes législatives.

L'insuffisance voire la nocivité des politiques publiques : Si certaines lois garantissent l'égalité juridique dans certains pays, leur non-application crée des inégalités de fait. Dans d'autres, les lois et politiques peuvent criminaliser l'existence même de certaines personnes. Les politiques publiques, qui peuvent afficher des objectifs d'égalité, sont en réalité pensées pour les femmes qui entrent dans le cadre reconnu par le contexte social et religieux comme étant légitime.





# Intersectionnalité :

## Un éclairage essentiel sur les obstacles à l'accès à la santé

L'utilisation d'une lecture intersectionnelle de ces phénomènes est indispensable : les différentes dominations vécues par les personnes particulièrement ciblées par les mouvements anti-droits, liées à leurs identités, vont se croiser et impacter de manière spécifique leurs accès aux services et aux informations en matière de santé, notamment aux DSSR.

*“Cette approche intersectionnelle d'analyse est nécessaire dans nos contextes pour adapter nos activités aux besoins des communautés et pas à nos points de vue” Khawla Ksiksi*

**Les panélistes donnent quelques exemples, non exhaustifs, de ces différentes identités :**

**Des facteurs financiers :** la précarité des femmes limite leur choix des structures de soin dans lesquelles elles se rendent : elles sont obligées d'avoir recours au service public, y compris quand celui-ci est défaillant. Cette précarité va également les exposer à des différences de traitement voire des violences gynécologiques ou obstétricales.

**Des facteurs linguistiques :** pour des femmes migrantes ou de milieu rural par exemple : le fait de ne pas parler la langue des prestataires de santé va complexifier le recours au soin, l'accès à l'information, et accroître les risques de maltraitance de la part des personnels soignants.

**Des représentations racistes :** l'accès aux services pour les femmes racisées et les femmes migrantes est plus complexe et peut entraîner des risques sur leur santé en raison d'une moins bonne prise en charge.

**L'orientation sexuelle et l'identité de genre des personnes concernées :** pour les femmes LBQ et personnes trans, dont l'existence est fréquemment invisibilisée ou criminalisée, les services de santé sont souvent inadaptés à leurs besoins, quand ils ne produisent pas de la violence à leur égard.

Pour comprendre ces enjeux, les mouvements féministes ont donc un enjeu particulier à adopter une posture intersectionnelle qui conduit à inclure les problématiques et les militant·e·s LBQ et trans, ainsi que les mouvements des femmes noires et précaires. Pour changer cela, un travail réflexif d'apprentissage actif et constant, est nécessaire, dans une démarche d'inclusion de tou·te·s dans les approches et stratégies; condition nécessaire pour progresser vers des alliances et des résistances communes.

*“On ne peut pas dépatriculariser sans décoloniser et sans aborder ces questions ensemble. Comment on peut nous féministe collaborer ensemble même si on a des visions du féminisme qui sont différentes. Les féminismes existent pour progresser et se déconstruire, construire de nouvelles formes de militantisme à chaque fois.”*

**Lamyâ Achary**



# Changer de paradigme pour supprimer les barrières à la santé

Face à ces barrières et au poids du conservatisme, la société civile joue déjà un rôle important dans l'accès aux DSSR pour tou·te·s. Sous des formes qui peuvent varier (groupements, associations féministes, associations de personnes concernées, ONG, etc.), des actions de soutien aux personnes concernées et de lutte contre cette restriction des droits s'organisent dans les contextes concernés face cette montée des mouvements anti-droits.

Toutefois, des angles morts persistent. Les mouvements féministes peinent à inclure pleinement les revendications les personnes les plus concernées (femmes LBQ et personnes trans, personnes précaires, femmes racisées ou migrantes selon les contextes), alors que, comme Lamyaa Achary le précise, la société civile doit être "solide et solidaire" : solide car elle doit avoir accès aux ressources nécessaires pour s'organiser et augmenter ses capacités d'action pour pousser les Etats à jouer leurs rôles, solidaire car elle doit à la fois faire alliance, avec les mouvements de femmes, les activistes des autres pays, les différentes générations, et les organisations des personnes spécifiquement visées par les mouvements anti-droits, mais aussi laisser la place et les ressources à ces personnes.



*"Il existe beaucoup de militant·e·s LGBT, beaucoup de groupes au Maroc. (...) Il est très important que ces groupes-là, ces collectifs soient en mesure de porter un plaidoyer pour faire un changement au niveau des lois. La plupart du temps ces groupes-là sont tellement fragilisés par les lois et les normes sociales que c'est pas possible de faire du plaidoyer au niveau légal car ils n'ont pas d'existence légale."*

**Lamyaa Achary**

Les panélistes soulignent également l'importance d'adopter une approche transformatrice décoloniale. En d'autres termes, une approche qui vise des changements systémiques en accompagnant les transformations sociales sur le long terme, sans se contenter de faire évoluer les lois, mais en s'assurant de leur appropriation par les sociétés, et en prenant en compte le poids colonial qui explique le gap entre les politiques publiques affichées et leur non mise en pratique.

*"Ce qu'on fait, c'est des actions pratiques mais ce qui nous manque c'est une approche stratégique de long terme où on met en place une politique sociale pour opérationnaliser ces lois, mettre des quotas dans les instances étatiques. On a besoin d'actions qui vont résoudre le problème depuis les racines, car nos mouvements sont dans l'incapacité de le faire, c'est le rôle de l'État donc on pousse l'État à adopter des stratégies."*

**Khawla Ksiksi**



**Enfin, les mouvements féministes ont un intérêt à documenter et cultiver la mémoire de leurs luttes et de leurs victoires, à la fois pour inscrire ces luttes dans un continuum entre les générations, mais aussi pour archiver et mettre en lumière les histoires et les récits de longue date des personnes et des communautés que les mouvements anti-droits voudraient effacer de nos sociétés.**



# Notes

1

Maha Abdelhamid, « L'importance de la lutte des femmes tunisiennes noires dans le combat antiraciste en Tunisie. Réflexions sur les événements de février 2023 », Afrique(s) en mouvement, 2023, vol. 6, no 2, p. 92-94.

2

Une personne cisgenre est une personne dont le genre assigné à la naissance correspond à son identité de genre.

3

L'intersectionnalité est une théorie féministe forgée par Kimberlé Crenshaw. L'approche intersectionnelle permet de prendre en compte que chaque être humain est défini par de multiples identités (genre, âge, classe, race, handicap, orientation sexuelle etc.) qui interagissent pour produire des formes spécifiques d'oppression.

## Pour aller plus loin

1

[Le cycle « Féminismes et santé »](#)

2

[Voir le rapport d'Equipop](#) : Droits des femmes : combattre le « backlash »

### CRÉDITS

**Illustration** : Silène  
Audibert



### EQUIPOP

[www.equipop.org](http://www.equipop.org)  
[info@equipop.org](mailto:info@equipop.org)

Equipop combine mobilisation sociale et politique, ingénierie de projet, assistance technique et construction de partenariats pour améliorer les droits et la santé des femmes et des filles dans le monde. Equipop agit au plus près des territoires à travers un partenariat solide avec les acteurs et actrices du changement jusqu'au plus haut niveau des prises de décision à l'international. Equipop promeut des valeurs féministes et place l'approche genre au cœur de ses interventions.